

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 3316

[C - 2002/29469]

**11 JUILLET 2002. — Décret relatif aux biens culturels mobiliers
et au patrimoine immatériel de la Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

a) Biens culturels mobiliers :

1. les objets archéologiques ayant plus de 100 ans, provenant de fouilles ou de découvertes terrestres ou subaquatiques, de sites ou de collections archéologiques;
2. les éléments qui en leur qualité de partie intégrante de monuments d'intérêt artistique, historique ou religieux, proviennent du démembrement de ceux-ci, ayant plus de 100 ans;
3. les tableaux, peintures et dessins, sur tout support et en toutes matières, ayant plus de 50 ans et n'appartenant pas à leurs auteurs; ne sont toutefois pas inclus dans la présente définition les meubles non incorporés à des immeubles et les immeubles par destination tant qu'ils conservent, avec l'immeuble par nature, le lien qui en fait des immeubles par destination.
4. les mosaïques ayant plus de 50 ans et n'appartenant pas à leurs auteurs, autres que celles qui entrent dans les catégories 1 et 2; ne sont toutefois pas inclus dans la présente définition les meubles non incorporés à des immeubles et les immeubles par destination tant qu'ils conservent, avec l'immeuble par nature, le lien qui en fait des immeubles par destination.
5. les gravures, estampes, sérigraphies et lithographies originales et leur matrice respective, ainsi que les affiches originales, de plus de 50 ans et n'appartenant pas à leurs auteurs;
6. les productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture et copies obtenues par le même procédé que l'original, de plus de 50 ans et n'appartenant pas à leurs auteurs, autres que celles qui entrent dans la catégorie 1; ne sont toutefois pas inclus dans la présente définition les meubles non incorporés à des immeubles et les immeubles par destination tant qu'ils conservent, avec l'immeuble par nature, le lien qui en fait des immeubles par destination;
7. les photographies et les films ainsi que leurs négatifs, de plus de 50 ans et n'appartenant pas à leurs auteurs;
8. les incunables et manuscrits, y compris les cartes géographiques et les partitions musicales, isolés ou en collection, de plus de 50 ans et n'appartenant pas à leurs auteurs;
9. les livres de plus de 100 ans, isolés ou en collection;
10. les cartes géographiques, imprimées de plus de 200 ans;
11. les archives de toute nature comportant des éléments de plus de 50 ans, quel que soit leur support;
12. *a) les collections et spécimens provenant de collections de zoologie, de botanique, de minéralogie ou d'anatomie;*
- b) les collections, ensembles et spécimens présentant un intérêt historique, paléontologique, ethnographique, numismatique ou sigillographique;*
13. Les moyens de transport ayant plus de 75 ans;
14. Les autres objets d'antiquité non repris dans les catégories visées aux points 1 à 13, ayant plus de 50 ans.

b) Trésors :

1. Les biens culturels mobiliers repris dans la liste en annexe du présent décret, ayant une valeur égale ou supérieure aux seuils financiers repris dans la même annexe et qui sont classés comme des trésors conformément aux dispositions de l'article 4 du présent décret;
2. Les objets faisant partie des inventaires des institutions ecclésiastiques et qui sont classés comme trésors conformément aux dispositions de l'article 4 du présent décret;
3. Les objets faisant partie des collections des pouvoirs publics qui sont établis dans la région de langue française ainsi que ceux qui sont établis dans la région bilingue de Bruxelles- Capitale et qui, en raison de leur activité, doivent être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et qui sont classés comme trésors conformément aux dispositions de l'article 4 du présent décret.

c) Expédition :

L'envoi définitif ou temporaire d'un bien culturel mobilier, de Belgique vers un Etat de l'Union européenne.

d) Exportation :

La sortie définitive ou temporaire d'un bien culturel mobilier hors du territoire douanier de l'Union européenne.

e) Trésors culturels vivants :

Les détenteurs d'un savoir ou d'un savoir-faire disparu ou en voie de disparition.

f) Chef d'œuvre du patrimoine oral et immatériel :

Création fondée sur la tradition, exprimée par un groupe ou par des individus et reconnue comme répondant aux attentes de la communauté en tant qu'expressions de l'identité culturelle et sociale de celle-ci, les normes et les valeurs se transmettant oralement, par imitation ou par d'autres manières.

g) Espace du patrimoine oral et immatériel :

Espace culturel physique où se déroule régulièrement un chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française.

h) La Commission :

La commission consultative du patrimoine culturel de la Communauté française.

§ 2. L'ancienneté des biens culturels mobiliers visée au § 1^{er}, a), du présent article se vérifie au jour où il est fait application du présent décret.

§ 3. Dans le cas où un bien culturel mobilier, répondant aux critères de classement arrêtés par le Gouvernement et correspondant à l'une des catégories visées au § 1^{er}, a), du présent article à l'exception des délais, apparaît particulièrement remarquable, le Gouvernement peut, après avis de la Commission, entamer une procédure de classement et exercer un droit de préemption même si le bien ne répond pas aux délais qui y sont prescrits.

Art. 2. 1. Le présent décret s'applique aux biens culturels mobiliers qui se situent, légalement et à titre définitif, dans la région de langue française ou qui se rattachent à une institution établie dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de son activité, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française, soit après transfert d'une autre Communauté, dans le respect du § 2, soit après envoi légal et définitif d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, soit importation d'un pays tiers, soit réimportation d'un pays tiers après envoi légal d'un autre membre de la Communauté européenne audit pays tiers.

2. Un bien culturel mobilier est présumé être localisé en Communauté française, soit :

— quand il se trouve en région de langue française ou dans une institution établie dans la région bilingue, considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française, ou qu'il s'est trouvé dans cette région ou dans cette institution de manière continue ou discontinue, au moins quarante-huit mois durant les sept années qui précèdent la décision d'entamer la procédure de classement prévue à l'article 4, ou la demande d'expédition ou d'exportation;

— durant les trois ans qui suivent son déplacement de la région de langue française ou d'une institution établie dans la région bilingue, considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française, vers la région de langue néerlandaise, vers la région de langue allemande ou vers une institution établie dans la région bilingue, considérée comme n'appartenant pas, ou pas exclusivement, à la Communauté française.

3. Par dérogation au point 2, second tiret, un bien culturel mobilier qui est déplacé de la région de langue néerlandaise ou de la région de langue allemande ou de la région bilingue vers la région de langue française ou dans une institution établie dans la région bilingue, considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française, n'est considéré, au sens du décret, être localisé en Communauté française qu'à l'expiration, d'un délai de trois ans prenant cours à la date du déplacement.

4. Il incombe au titulaire des droits réels d'un bien culturel mobilier qui entend contester l'applicabilité du présent décret à ce bien d'établir qu'il n'entre pas dans l'une des catégories visées au présent article.

Art. 3. Il est créé une commission consultative du patrimoine culturel, ci-après dénommée la Commission.

La Commission est composée de douze membres, nommés par le Gouvernement, dont neuf d'entre eux ont une voix délibérative, et qui sont :

1° Trois membres du personnel académique ou scientifique des universités francophones délivrant le titre de licence en Histoire de l'Art et Archéologie;

2° Six spécialistes compétents sur toute question relative à la protection du patrimoine culturel, dont au moins un spécialiste en conservation-restauration, un conservateur de Musée subsidié par la Communauté française et un docteur ou licencié en droit.

En outre, la Commission comporte trois membres avec voix consultative qui sont :

1° Le directeur général de la Culture de la Communauté française ou son délégué;

2° Le représentant du ministre de la Culture.

3° Un membre du personnel scientifique de l'Institut royal du Patrimoine artistique (IRPA);

L'absence de désignation de ce dernier ou son absence aux réunions de la Commission demeure sans incidence sur la régularité de son fonctionnement et des décisions qu'elle prend.

La Commission élit en son sein un président. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

La Commission peut également faire appel à des experts ainsi qu'à des membres d'autres Commissions dont les avis portent sur des questions de patrimoine culturel.

La Commission comprend le même nombre d'hommes que de femmes.

La Commission est tenue de remettre annuellement au ministre de la Culture, qui le transmet au Parlement, un rapport d'activités comprenant au minimum :

— la liste des dossiers qui ont été soumis à ses avis;

— les critères dont il a tenu compte dans l'élaboration de chaque avis;

— la présence de ses membres lors des réunions.

Le Gouvernement fixe l'indemnité allouée aux membres de la Commission en raison de leur participation aux réunions.

Les membres de la Commission sont démissionnaires de plein droit de leur mandat en cas d'absence non justifiée à trois réunions successives.

Le Gouvernement arrête le règlement d'ordre intérieur de la Commission.

Outre les missions qui lui sont confiées par ou en vertu du présent décret, la Commission rend d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis sur toute question relative à la protection du patrimoine culturel.

CHAPITRE II. — Du classement

Art. 4. Le Gouvernement procède, en vue de leur protection, au classement des biens culturels mobiliers, dont les trésors, qui présentent un intérêt remarquable pour la Communauté française, en raison de leur valeur historique, archéologique, ethnologique ou scientifique.

La procédure de classement est entamée :

1. d'initiative;

2. sur proposition de la Commission;

3. à la demande du titulaire des droits réels;

4. à la demande du collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le bien est situé;

5. à la demande de cinq cents signataires domiciliés dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-capitale.

La proposition ou la demande de classement précise les critères de classement auxquels satisfait le bien.

Ces motifs doivent répondre aux critères de classement arrêtés par le Gouvernement.

La liste des critères comprend au moins :

1. l'état de conservation;

2. la rareté;

3. le lien que présente le bien avec l'Histoire ou l'Histoire de l'Art;
4. l'esthétique;
5. la grande qualité de conception et d'exécution;
6. la reconnaissance du bien par la communauté en tant qu'expression de son identité historique, esthétique ou culturelle;
7. l'intérêt de l'ensemble ou la collection dont le bien fait partie.

Le bien pourra relever de la procédure de classement dès lors qu'il aura réuni au moins deux de ces critères.

Art. 5. Le Gouvernement notifie au titulaire des droits réels, par pli recommandé, sa décision d'entamer la procédure de classement. Sauf si la procédure est entamée à sa demande, le titulaire des droits réels et le détenteur disposent d'un délai de soixante jours à compter de la notification pour émettre, par lettre recommandée à la poste, leurs observations. Lorsque le Gouvernement ignore qui est le titulaire des droits réels, la notification est faite au détenteur qui a l'obligation de communiquer au Gouvernement le nom du titulaire des droits réels, s'il le connaît.

Art. 6. A l'expiration du délai visé à l'article 5 ou à compter de la réception des observations, selon le cas, du titulaire des droits réels ou du détenteur, le Gouvernement dispose d'un délai de six mois pour décider, après avoir pris l'avis de la Commission, s'il y a lieu de classer le bien. A défaut de décision dans le délai de six mois, le classement du bien est réputé refusé.

La notification par pli recommandé, de la décision de classement se fait dans les soixante jours suivant cette dernière. Elle est adressée au titulaire des droits réels et au détenteur du bien. Le cas échéant, le titulaire des droits réels est tenu d'en informer le détenteur aussitôt qu'il reçoit la notification et vice-versa.

Le classement est publié au *Moniteur belge*.

Art. 7. Un bien classé ne peut, sans autorisation préalable du ministre qui a la Culture dans ses attributions ni subir de transformation, ni faire l'objet d'un déplacement susceptible de l'endommager ou de l'isoler de l'ensemble dont il fait partie sauf dans les cas où cet isolement est nécessaire à sa conservation. Le Gouvernement arrête la procédure d'autorisation, sur avis de la Commission.

Art. 8. Dans la limite des moyens budgétaires, et après avis de la Commission, le Gouvernement peut, selon les conditions et la procédure qu'il arrête, octroyer des subventions pour assurer la conservation, l'entretien ou la restauration d'un bien culturel mobilier classé.

Art. 9. Le titulaire des droits réels sur un bien classé est tenu d'avertir le Gouvernement de toute modification apportée à la situation juridique du bien, de toute altération physique subie par celui-ci, de tout changement apporté à sa localisation ou encore, de sa disparition.

Art. 10. Tout titulaire des droits réels sur un bien classé doit, avant d'aliéner ces droits, que ce soit à titre gracieux ou onéreux, notifier :

1° à l'aliénataire le classement du bien et les conséquences qui en découlent;

2° au Gouvernement l'identité et l'adresse de l'aliénataire.

Le classement est, en toute hypothèse, opposable à l'aliénataire et à tout détenteur du bien.

Art. 11. Le Gouvernement exerce un contrôle sur l'état ou sur les conditions de conservation d'un bien classé, et ce selon les modalités qu'il arrête.

Art. 12. Le Gouvernement crée une liste de sauvegarde, sur laquelle seront inscrits les biens pour lesquels une procédure de classement a été entamée. Le bien reste inscrit sur la liste de sauvegarde durant toute la période de procédure de classement. Dès que le Gouvernement a statué sur le classement, le bien est rayé de la liste de sauvegarde.

Tous les effets liés au classement, à l'exception des articles 8 et 17 du présent décret, s'appliquent également aux biens inscrits sur la liste de sauvegarde.

Par ailleurs, le Gouvernement peut, d'initiative, inscrire sur la liste de sauvegarde tout bien culturel mobilier au sens du présent décret, en conséquence de quoi la procédure de classement est entamée et notifiée conformément à l'article 5 du présent décret.

Art. 13. Le Gouvernement organise une procédure de déclassement des biens culturels mobiliers classés en fonction de critères et d'une procédure qu'il arrête.

CHAPITRE III. — Des biens industriels, scientifiques ou commerciaux et des archives d'intérêt public

Art. 14. Le Gouvernement peut exercer un droit de préemption sur tout appareil, outil, machine ou dispositif qui est ou a été utilisé pour l'exercice d'une activité industrielle ou artisanale, de recherche scientifique ou technique lorsqu'il s'agit d'un bien de plus de 30 ans, conservé, au moment de sa déclaration, dans un établissement industriel, dans un atelier ou dans un laboratoire de recherche, à l'exception des biens du domaine public ou privé fédéral ou d'une autre Région ou Communauté.

Le titulaire des droits réels sur un tel bien doit notifier au Gouvernement son intention de le détruire ou de le vendre à la casse.

La notification doit contenir la description et la localisation précise du bien ainsi qu'une évaluation de sa valeur.

Le bien ne peut être altéré, détruit ou vendu à la casse avant l'expiration du délai de préemption prévu à l'article 21.

Art. 15. Le Gouvernement peut exercer un droit de préemption sur les archives de plus de 30 ans et qui contiennent des informations relatives aux activités d'entreprises commerciales, industrielles ou artisanales, d'organisations sociales, syndicales ou politiques, d'organismes culturels ou d'établissements d'enseignement existants ou dissouts, au domaine de la création et de l'activité artistiques, à l'exception des biens du domaine public ou privé fédéral ou d'une autre Région ou Communauté.

Le titulaire des droits réels notifie au Gouvernement son intention de les détruire ou de les vendre.

Les archives ne peuvent être détruites ou vendues avant l'expiration du délai de préemption prévu à l'article 21.

CHAPITRE IV. — De l'expédition et de l'exportation

Art. 16. Les trésors de la Communauté française doivent être accompagnés d'une autorisation d'exportation ou d'une autorisation d'expédition, à titre temporaire, selon qu'ils sortent du territoire de l'Union européenne ou du territoire national. Cette autorisation est valable pendant un an à compter de sa délivrance et est délivrée par le Gouvernement ou par une autre autorité qu'il désigne, après avis de la commission et selon les modalités que le Gouvernement détermine.

Art. 17. Les biens culturels mobiliers classés ne peuvent faire l'objet d'une autorisation d'exportation ou d'expédition qu'après avoir été marqués par un procédé d'identification agréé par le Gouvernement.

Art. 18. Tout bien culturel mobilier classé qui fait l'objet d'une expédition ou exportation temporaire, doit, préalablement à sa sortie et à son retour en Communauté française, faire l'objet d'un état des lieux par les Services de la Communauté française.

Art. 19. L'autorisation d'exportation ou d'expédition peut être refusée par le Gouvernement, d'initiative ou sur avis de la Commission, s'il devait apparaître que l'exportation ou l'expédition du bien concerné risquerait de causer un préjudice grave au Patrimoine culturel de la Communauté française.

Dans ce cas, le Gouvernement est tenu de classer le bien concerné si le titulaire des droits réels sur le bien en fait la demande.

Art. 20. Un trésor de la Communauté française ne peut faire l'objet d'une exportation ou d'une expédition définitive.

CHAPITRE V. — De la préemption

Art. 21. 1. En cas de vente d'un bien culturel mobilier, la Communauté française peut exercer sur place un droit de préemption. En cas de vente publique, ce droit s'exerce au prix de la dernière offre.

2. En cas de vente d'un bien culturel mobilier classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde, le titulaire des droits réels sur ce bien ne peut vendre ces droits qu'après avoir mis la Communauté française en mesure d'exercer son droit de préemption. A cet effet, le vendeur ou son mandataire notifie à la Communauté française le contenu de l'acte établi sous la condition suspensive de non-exercice du droit de préemption, l'identité de l'acheteur comprise. Cette notification vaut offre de vente, à laquelle la Communauté française doit répondre, en marquant son intérêt pour le bien, dans un délai d'un mois, à peine de ne plus pouvoir exercer son droit de préemption.

Si la Communauté française a marqué son intérêt dans le délai précité et décide ensuite d'accepter l'offre, elle doit notifier son acceptation au vendeur ou à son mandataire dans les soixante jours de la notification visée au premier alinéa auquel cas la vente est parfaite entre parties dès que l'acceptation de la Communauté française est arrivée à la connaissance du vendeur.

Si l'offre n'est pas acceptée dans le susdit délai, aucune vente ne peut être consentie par le titulaire des droits réels à un tiers à un prix inférieur ou à des conditions plus favorables, sans l'accord du Gouvernement de la Communauté française.

Les biens culturels mobiliers proposés à la Communauté française en vue d'un éventuel exercice du droit de préemption, pour lesquels cette dernière n'a pas manifesté son intérêt dans le délai légal et qui, ensuite, ne sont finalement pas vendus par leur propriétaire peuvent être vendus, ultérieurement, aux mêmes conditions que celles initialement proposées, à un autre acquéreur pour autant que cette vente ne s'exerce que pendant une période d'un an à compter de la proposition initiale d'exercer le droit de préemption. Au-delà de ce délai, et même si la vente a lieu aux conditions de l'offre originelle, le vendeur devra à nouveau en aviser la Communauté française, afin de la mettre en mesure d'exercer son droit de préemption.

3. En cas de vente faite en méconnaissance des droits de préemption de la Communauté française, celle-ci peut exiger soit d'être subrogée à l'acquéreur, soit de recevoir du vendeur le versement d'une indemnité correspondant à 50 % du prix de vente.

En cas de subrogation, la Communauté française rembourse à l'acquéreur le prix d'achat payé par lui, sans être tenu à son égard d'autres obligations ou indemnités.

L'action en subrogation et l'action en indemnisation se prescrivent à partir de la date à laquelle la Communauté française a connaissance soit de l'adjudication en cas de vente publique, soit de la notification de la vente faite à la Communauté française en cas de vente de gré à gré.

4. Le droit de préemption de la Communauté française peut également s'exercer au nom et pour compte d'une autre autorité administrative entrant dans le champ d'application de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

CHAPITRE VI. — De l'inventaire

Art. 22. Les Services de la Communauté française établissent et tiennent à jour un inventaire descriptif et photographique des biens culturels mobiliers classés et des trésors de la Communauté française ainsi que de tous les biens culturels mobiliers qui correspondent à l'Annexe de la Directive 93/7/CEE et aux seuils financiers de cette même Annexe. L'inventaire permet, en cas de vol, de fournir aux autorités judiciaires des documents qui identifient le bien disparu et en cas d'expédition définitive vers un autre Etat membre de la Communauté européenne, d'en demander la restitution, en application de la Directive 93/7/CEE.

Art. 23. Le Gouvernement arrête les critères auxquels répond l'inventaire visé à l'article 22.

Art. 24. Le premier inventaire, qui comprendra au moins tous les biens classés, doit être établi au plus tard pour le 1^{er} décembre de la troisième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent décret.

L'inventaire complet, reprenant tous les biens classés et tous les trésors de la Communauté française devra être établi au plus tard pour le 1^{er} décembre de la huitième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent décret.

L'inventaire est tenu à jour de manière régulière et au minimum une fois tous les trois ans.

Art. 25. L'inventaire peut, en ce qui concerne les biens culturels mobiliers recensés dans les inventaires publiés par l'Institut royal du patrimoine artistique sous les intitulés Répertoire photographique du mobilier des sanctuaires de Belgique et Monographies du patrimoine artistique de la Belgique, se borner à se référer à ces inventaires. Ils pourront également se référer aux mises à jour de ceux-ci ou à d'autres inventaires, pour autant que ceux-ci aient été admis à cette fin par le Gouvernement et que la Commission assure le complément d'informations nécessaire à l'adéquation avec l'inventaire visé à l'article 22.

CHAPITRE VII. — Le patrimoine immatériel

Art. 26. Après avis de la Commission, le ministre qui a la Culture dans ses attributions peut délivrer à des personnes physiques, le titre de trésor culturel vivant de la Communauté française, en vue de sauvegarder des compétences et des savoirs disparus ou menacés de disparition. Ces personnes doivent détenir un savoir ou un savoir-faire exclusif ou rare dans les techniques relatives à la conservation et à la restauration du patrimoine culturel, ou à l'artisanat d'art traditionnel.

Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi, de retrait et de suspension du titre de trésor culturel vivant de la Communauté française.

Art. 27. Après avis de la Commission, le ministre qui a la Culture dans ses attributions peut allouer des subventions aux personnes visées à l'article 26, dans le but de favoriser leurs activités ou de transmettre leurs savoir et savoir-faire à des successeurs. Ces subventions peuvent porter aussi sur l'équipement indispensable à leurs activités. Dans ce cas, elles ne peuvent représenter plus de 60 % de la dépense. Le Gouvernement arrête le montant des subventions ainsi que leur procédure d'octroi.

Art. 28. Après avis de la Commission, le ministre qui a la Culture dans ses attributions peut délivrer à une manifestation le titre de chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française.

Les critères d'octroi du titre de chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française sont arrêtés par le Gouvernement.

La liste de ces critères comprend au moins :

1° le fondement de la création sur la tradition;

2° l'expression par un groupe ou par des individus;

3° la reconnaissance de la manifestation par la communauté comme répondant aux attentes de celle-ci en tant qu'expression de son identité culturelle et sociale;

4° la transmission des normes et des valeurs oralement, par imitation ou par d'autres manières.

Les formes d'un chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française comprennent, entre autres :

1. la langue,

2. la littérature,

3. la musique,

4. la danse,

5. les jeux,

6. la mythologie,

7. les rites,

8. les coutumes,

9. le savoir-faire de l'artisanat, de l'architecture et d'autres arts.

Outre ces exemples, seront prises en compte aussi les formes traditionnelles de communication et d'information.

Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi, de retrait et de suspension du titre de chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française.

Art. 29. Après avis de la Commission, le ministre qui a la Culture dans ses attributions peut allouer des subventions aux personnes organisant la manifestation visée à l'article 28, dans le but de favoriser la préservation de cette manifestation. Cette préservation passera aussi par l'enregistrement de leur aspect sur le moment sur des supports physiques (sous formes sonore, écrite ou iconographique).

Les subventions peuvent porter aussi sur l'équipement indispensable à la préservation. Dans ce cas, elles ne peuvent représenter plus de 60 % de la dépense.

Le Gouvernement arrête le montant des subventions ainsi que leur procédure d'octroi.

Art. 30. Après avis de la Commission, le ministre qui a la Culture dans ses attributions peut délivrer à un lieu culturel physique où se déroule régulièrement un chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française le titre d'espace du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française.

Les critères d'octroi du titre d'espace du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française sont arrêtés par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi, de retrait et de suspension du titre d'espace du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française.

Art. 31. Après avis de la Commission, le ministre qui a la Culture dans ses attributions peut allouer des subventions aux personnes créant la manifestation visée à l'article 28, dans le but de favoriser la préservation du lieu culturel physique visé à l'article 30 et par là, entre autres, le maintien de la manifestation visée à l'article sur le site.

Les subventions peuvent porter sur l'équipement indispensable à la préservation. Dans ce cas, elles ne peuvent représenter plus de 60 % de la dépense.

Le Gouvernement arrête le montant des subventions ainsi que leur procédure d'octroi.

Art. 32. La Commission peut proposer au Gouvernement le dépôt d'une candidature auprès de l'UNESCO d'un chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française ou d'un espace du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française particulièrement exceptionnels, en vue d'une reconnaissance par l'UNESCO.

La Commission est chargée d'élaborer le dossier de candidature selon les critères définis par l'UNESCO.

CHAPITRE VIII. — Sanctions et dispositions finales

Art. 33. Les biens culturels mobiliers exportés ou expédiés en violation des règles du présent règlement, peuvent faire l'objet d'une mesure de saisie par le Gouvernement.

S'il estime qu'il y a risque de récidive, le Gouvernement pourra demander au juge compétent qu'il ordonne la confiscation des biens délictueux.

Art. 34. Le Gouvernement de la Communauté française désigne parmi les fonctionnaires faisant partie de son administration, les agents chargés de la surveillance de l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Ces agents sont assermentés et disposent de la qualité d'officier de police judiciaire.

Art. 35. L'article 17 n'entre en vigueur que le jour où un procédé d'identification a été agréé par le Gouvernement.

Art. 36. La loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites et la loi du 16 mai 1960 relative au patrimoine culturel de la Nation, sont abrogées.

Art. 37. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 11 juillet 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2001-2002 :*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 271-1. — Amendements de commission, n° 271-2. — Rapport, n° 279-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 3 juillet 2002.

—
ANNEXE

CATEGORIES DE BIENS CULTURELS VISES A L'ARTICLE 1^{er}

A. 1. Objets archéologiques ayant plus de 100 ans d'âge et provenant de :	
— fouilles ou découvertes terrestres ou sous-marines	9705 00 00
— sites archéologiques	9706 00 00
— collections archéologiques	
2. Eléments faisant partie intégrante de monuments artistiques, historiques ou religieux et provenant du démembrement de ceux-ci, ayant plus de 100 ans d'âge	9705 00 00 9706 00 00
3. Tableaux et peintures faits entièrement à la main, sur tout support et en toutes matières (1)	9701
4. Mosaïques, autres que celles qui entrent dans les catégories A.1 ou A.2, et dessins faits entièrement à la main, sur tout support et en toutes matières (1)	9701 69 14
5. Gravures, estampes, sérigraphies et lithographies originales et leurs matrices respectives, ainsi que les affiches originales (1)	Chapitre 49 9702 00 00 8442 50 99
6. Productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture et copies obtenues par le même procédé que l'original (1), autres que celles qui entrent dans la catégorie A.1	9703 00 00
7. Photographies, films et leurs négatifs (1)	3704 3705 3706 4911 91 80
8. Incunables et manuscrits, y compris les cartes géographiques et les partitions musicales, isolés ou en collections (1)	9702 00 00 9706 00 00 4901 10 00 4901 99 00 4904 00 00 4905 91 00 4905 99 00 4906 00 00
9. Livres ayant plus de 100 ans d'âge, isolés ou en collection	9705 00 00 9706 00 00
10. Cartes géographiques imprimées ayant plus de 200 ans d'âge	9706 00 00
11. Archives de toute nature comportant des éléments de plus de 50 ans d'âge, quel que soit leur support	3704 3705 3706 4901 4906 9705 00 00 9706 00 00
12. a) Collections (2) et spécimens provenant de collections de zoologie, de botanique, de minéralogie, ou d'anatomie	9705 00 00
b) Collections (2) présentant un intérêt historique, paléontologique, ethnographique ou numismatique	9705 00 00
13. Moyens de transport ayant plus de 75 ans d'âge	9705 00 00 Chapitres 86 à 89

14. Tout autre objet d'antiquité non compris dans les catégories A.1 à A.13 :

- | | |
|--|-------------|
| a) ayant entre 50 et 100 ans d'âge : | |
| — jouets, jeux | Chapitre 95 |
| — verrerie | 7013 |
| — articles d'orfèvrerie | 7114 |
| — meubles et objets d'ameublement | Chapitre 94 |
| — instruments d'optique, de photographie ou de cinématographie | Chapitre 90 |
| — instruments de musique | Chapitre 92 |
| — horlogerie | Chapitre 91 |
| — ouvrages en bois | Chapitre 44 |
| — poteries | Chapitre 69 |
| — tapisseries | 5805 00 00 |
| — tapis | Chapitre 57 |
| — papiers peints | 4814 |
| — armes | Chapitre 93 |
| b) de plus de 100 ans d'âge | 9706 00 00 |

Les biens culturels visés aux catégories A.1 à A.14 ne sont couverts par le présent règlement que si leur valeur est égale ou supérieure aux seuils financiers figurant au point B.

B. Seuls financiers applicables à certaines catégories visées au point A (en écus)

Valeurs : 0 (zéro)

- 1 (objets archéologiques)
- 2 (démembrement de monuments)
- 8 (incunables et manuscrits)
- 11 (archives)

15 000

- 4 (mosaïques et dessins)
- 5 (gravures)
- 7 (photographies)
- 10 (cartes géographiques imprimées)

50 000

- 6 (statutaire)
- 9 (livres)
- 12 (collections)
- 13 (moyens de transport)
- 14 (tout autre objet)

150 000

- 3 (tableaux)

Le respect des conditions relatives aux valeurs financières doit être jugé au moment où la demande d'autorisation d'exportation est introduite. La valeur financière est celle du bien culturel dans l'Etat membre visé à l'article 2, § 2, du présent règlement.

La date de conversion en monnaies nationales des valeurs exprimées en écus à l'annexe est le 1^{er} janvier 1993.

(1) Ayant plus de 50 ans d'âge et n'appartenant pas à leurs auteurs.

(2) Telles que définies par la Cour de justice dans son arrêt 252/84, comme suit : « Les objets pour collections au sens de la position 9705 du tarif douanier commun sont ceux qui présentent les qualités requises pour être admis au sein d'une collection, c'est-à-dire les objets qui sont relativement rares, ne sont pas normalement utilisés conformément à leur destination initiale, font l'objet de transactions spéciales en dehors du commerce habituel des objets similaires utilisables et ont une valeur élevée. »

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 3316

[C — 2002/29469]

11 JULI 2002. — Decreet betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit decreet verstaan we onder :

a) Roerende culturele goederen :

1. de archeologische voorwerpen ouder dan 100 jaar, afkomstig uit opgravingen of ontdekkingen op land of onder water, uit archeologische vindplaatsen of verzamelingen;
2. de elementen die als onderdeel van monumenten van artistiek, historisch of religieus belang, voortkomen uit de verdeling ervan, ouder dan 100 jaar;
3. de doeken, schilderijen en tekeningen, ongeacht de drager en het materiaal waaruit ze bestaan, ouder dan 50 jaar en geen eigendom van hun auteurs; vallen evenwel niet onder deze definitie, de meubelen die niet geïntegreerd zijn in gebouwen en de gebouwen door bestemming zolang deze, met het gebouw van nature, de band bewaren waardoor ze gebouwen door bestemming worden.

4. de mozaïeken ouder dan 50 jaar en geen eigendom van hun auteurs, andere dan diegene die vallen onder categorieën 1 en 2; vallen echter niet onder deze definitie, de meubelen die niet geïntegreerd zijn in gebouwen en de gebouwen door bestemming zolang deze, met het gebouw van nature, de band bewaren waardoor ze gebouwen door bestemming worden;

5. de originele etsen, stempels, zeefdrukken en lithografieën en hun respectieve gietvorm, alsook de originele affiches, ouder dan 50 jaar en geen eigendom van hun auteurs;

6. de originele producties van de beeldhouwkunst of het beeldhouwwerk en de kopies die volgens hetzelfde procédé als het origineel zijn bekomen, ouder dan 50 jaar en geen eigendom van hun auteurs, andere dan die van categorie 1; vallen echter niet onder deze definitie, de meubelen die niet geïntegreerd zijn in gebouwen en de gebouwen door bestemming zolang deze, met het gebouw van nature, de band bewaren waardoor ze gebouwen door bestemming worden;

7. de fotografieën en films alsook de negatieven ervan, ouder dan 50 jaar en geen eigendom van de makers ervan;

8. de wiegendrukken en manuscripten, met inbegrip van de geografische kaarten en muziekpartituren, al dan niet deel uitmakend van een verzameling, ouder dan 50 jaar en geen eigendom van de auteurs ervan;

9. boeken ouder dan 100 jaar, al dan niet deel uitmakend van een verzameling;

10. geografische kaarten, meer dan 200 jaar geleden gedrukt;

11. allerhande archieven met stukken ouder dan 50 jaar, ongeacht de drager ervan;

12. a) de verzamelingen en proefexemplaren uit zoölogische, botanische, mineralogische of anatomische verzamelingen;

b) verzamelingen, ensembles en proefexemplaren met een historisch, paleontologisch, etnografisch, numismatisch of sigillografisch belang;

13. de vervoermiddelen ouder dan 75 jaar;

14. andere antiquiteiten die vallen buiten de categorieën bedoeld in punten 1 tot 13, ouder dan 50 jaar.

b) Schatten :

1. De roerende culturele goederen die vermeld staan op de lijst die bij dit decreet is gevoegd, met een waarde gelijk aan of hoger dan de financiële drempels vermeld in dezelfde bijlage en die staan opgenomen als schatten volgens de bepalingen van artikel 4 van dit decreet;

2. De voorwerpen die deel uitmaken van de inventarissen van de kerkelijke instanties en die gecatalogeerd staan als schatten volgens de bepalingen van artikel 4 van dit decreet;

3. De voorwerpen die deel uitmaken van de verzamelingen van de overheden die zijn gevestigd in het Franstalig gebied alsmede diegene gevestigd in het tweetalig gebied van Brussel-Hoofdstad en die, omwille van hun activiteit, beschouwd moeten worden als zijnde de exclusieve eigendom van de Franse Gemeenschap en die gecatalogeerd staan als schatten volgens de bepalingen van artikel 4 van dit decreet;

c) Verzending :

De definitieve of tijdelijke verzending van een roerend cultureel goed, van België naar een lidstaat van de Europese Unie.

d) Uitvoer

De definitieve of tijdelijke verplaatsing van een roerend cultureel goed buiten het douanegebied van de Europese Unie

e) Levendige culturele schatten :

De houders van kennis of knowhow die verdwenen is of op het punt staat te verdwijnen.

f) Meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium :

Creatie die berust op de traditie, uitgedrukt door een groep of door individuen en waarvan erkend wordt dat deze beantwoordt aan de verwachtingen van de gemeenschap als zijnde uitdrukkingen van de culturele en sociale identiteit van deze gemeenschap, waarbij de normen en waarden mondeling overgedragen worden via nabootsing of andere wijzen.

g) Ruimte van het mondeling en immaterieel patrimonium :

Fysieke culturele ruimte waar regelmatig een meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap wordt opgevoerd.

h) De Commissie :

De adviescommissie van het cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De in § 1, a), van dit artikel bedoelde anciënniteit van de roerende culturele goederen wordt nagegaan op de dag dat dit decreet wordt toegepast.

§ 3. Ingeval een roerend cultureel goed, dat beantwoordt aan de klasseringscriteria vastgelegd door de Regering en dat voldoet aan een van de in § 1, a), van dit artikel bedoelde categorieën, buitengewoon opmerkelijk lijkt, kan de Regering, na advies van de Commissie, een beschermingsprocedure opstarten en een recht van voorkoop invoeren, zelfs als het goed niet tegemoetkomt aan de voorgeschreven termijnen.

Art. 2. 1. Dit decreet is van toepassing op de roerende culturele goederen die zich wettelijk en definitief bevinden in het Franstalig gebied of verbonden zijn aan een instelling die gevestigd is in het tweetalig gebied van Brussel-Hoofdstad dewelke, omwille van haar activiteiten, beschouwd dient te worden als exclusief behorend tot de Franse Gemeenschap, hetzij na overheveling van een andere gemeenschap, in naleving van § 2, hetzij na wettelijke en permanente overdracht van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap, hetzij door invoering uit een derde land, hetzij herinvoering uit een derde land na wettelijke verzending uit een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap naar dit derde land.

2. Een roerend cultureel goed wordt geacht zich in de Franse Gemeenschap te bevinden, hetzij :

— wanneer het zich bevindt in het Franstalig gebied of in een instelling gevestigd in het tweetalig gebied, beschouwd als behorend uitsluitend tot de Franse Gemeenschap, of dat het zich in dit gebied of in deze instelling al dan niet ononderbroken bevonden heeft gedurende minstens achtenveertig maanden tijdens de zeven jaar die voorafgaan aan de beslissing om de klasseringsprocedure op te starten zoals bedoeld in artikel 4, of aan het verzoek om verzending of uitvoer;

— gedurende de drie jaar na zijn verplaatsing van het Franstalig gebied of een instelling gevestigd in het tweetalig gebied, beschouwd als behorend uitsluitend tot de Franse Gemeenschap, naar het Nederlandstalig gebied, naar het Duitstalig gebied of naar een instelling gevestigd in het tweetalig gebied, dat beschouwd wordt als niet of niet uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap.

3. In afwijking van punt 2, tweede streepje, wordt een roerend cultureel goed dat verplaatst wordt van het Nederlandstalig gebied of van het Duitstalig gebied of van het tweetalig gebied naar het Franstalig gebied of naar een instelling gevestigd in het tweetalig gebied, dat beschouwd wordt als behorend uitsluitend tot de Franse Gemeenschap, in de zin van dit decreet, pas beschouwd als zijnde gelokaliseerd in de Franse Gemeenschap na het verstrijken van een termijn van drie jaar vanaf de datum van de verplaatsing.

4. De houder van de zakelijke rechten van een roerend cultureel goed die de toepasbaarheid van dit decreet op dit goed wil aanvechten, moet aantonen dat het niet hoort bij een van de in dit artikel bedoelde categorieën.

Art. 3. Er wordt een adviescommissie van het cultureel patrimonium ingesteld, hierna de Commissie genoemd.

De Commissie is samengesteld uit twaalf leden, benoemd door de Regering, waarvan negen leden stemgerechtigd zijn en waaronder :

1° drie leden van het academisch of wetenschappelijk personeel van de Franstalige universiteiten die de titel van licentiaat Kunstgeschiedenis en Archeologie uitreiken;

2° zes specialisten over alles in verband met de bescherming van het cultureel patrimonium, waaronder minstens een specialist bewaring-restauratie, een conservator van een museum dat gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap en een doctor of licentiaat in de rechten.

Daarnaast zetelen er in de Commissie drie leden met raadgevende stem, met name :

1° de directeur-generaal van Cultuur van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde;

2° de vertegenwoordiger van de minister van Cultuur;

3° een lid van het wetenschappelijk personeel van het Koninklijk Instituut voor Kunstpatrimonium (KIK).

De niet-aanstelling van laatstgenoemde of diens afwezigheid op de vergaderingen van de Commissie heeft geen gevolgen voor de wettigheid van diens werking en de beslissingen die zij neemt.

De Commissie kiest in haar midden een voorzitter. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De Commissie kan eveneens beroep doen op deskundigen alsook op leden van andere commissies wier adviezen betrekking hebben op vraagstukken inzake het cultureel patrimonium.

De Commissie bestaat uit evenveel mannen als vrouwen.

De Commissie is verplicht jaarlijks een activiteitenverslag te overhandigen aan de minister van Cultuur, die dit voorlegt aan het Parlement, en dat minstens bestaat uit :

— de lijst van de dossiers waarover zij haar advies moest uitbrengen;

— de criteria waarmee rekening gehouden werd bij de opmaak van elk advies;

— de aanwezigheid van haar leden op de vergaderingen.

De Regering bepaalt de vergoeding voor de commissieleden in verhouding tot hun deelname aan de vergaderingen.

De commissieleden zijn van rechtswege ontslagnemend uit hun mandaat als zij drie opeenvolgende vergaderingen ongewettigd afwezig zijn.

De Regering legt het huishoudelijk reglement van de Commissie vast.

Naast de opdrachten die haar worden toevertrouwd door of krachtens dit decreet, brengt de Commissie, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, adviezen uit over ieder vraagstuk met betrekking tot de bescherming van het cultureel patrimonium.

HOOFDSTUK II. — Klassering

Art. 4. De Regering gaat, met het oog op hun bescherming, over tot de klassering van de roerende culturele goederen, waaronder de schatten, die een opmerkelijk belang vormen voor de Franse Gemeenschap nopens hun historische, archeologische, etnologische of wetenschappelijke waarde.

De klasseringsprocedure wordt opgestart :

1. op eigen initiatief;

2. op voorstel van de Commissie;

3. op verzoek van de houder van de zakelijke rechten;

4. op verzoek van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wiens grondgebied het goed is gelegen;

5. op verzoek van vijfhonderd ondertekenaars die woonachtig zijn in het Franstalig gebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Het voorstel of het verzoek om klassering preciseert de klasseringscriteria waaraan het goed beantwoordt.

Deze motieven moeten voldoen aan de klasseringscriteria vastgelegd door de Regering.

De lijst met criteria bestaat minstens uit :

1. de staat van bewaring;

2. de zeldzaamheid;

3. de band van het goed met de Geschiedenis of de Kunstgeschiedenis;

4. de esthetiek;

5. de uitzonderlijke kwaliteit inzake concept en uitvoering;

6. de erkenning van het goed door de gemeenschap als expressie van haar historische, esthetische of culturele identiteit;

7. het belang van het geheel of de verzameling waarvan het goed deel uitmaakt.

De klasseringsprocedure kan opgestart worden als het goed voldoet aan minstens twee van deze criteria.

Art. 5. De Regering brengt haar beslissing om de klasseringsprocedure op te starten ter kennis van de houder van de zakelijke rechten via een aangetekend schrijven. Behalve als de procedure opgestart is op zijn verzoek, beschikken de houder van de zakelijke rechten en de bezitter over zestig dagen vanaf de kennisgeving om, via aangetekend schrijven, hun bezwaren te uiten. Wanneer de Regering niet weet wie de houder van de zakelijke rechten is, geschiedt de kennisgeving aan de bezitter die verplicht is de Regering mee te delen wie de houder van de zakelijke rechten is, als hij deze kent.

Art. 6. Bij het verstrijken van de in artikel 5 bedoelde termijn of vanaf de ontvangst van de bezwaren, naargelang het geval, heeft de Regering, na advies van de Commissie, zes maanden om te beslissen of het aangewezen is het goed te klasseren. Bij ontstentenis van beslissing binnen de zes maand, wordt de klassering van het goed geacht te zijn geweigerd.

De kennisgeving, via aangetekend schrijven, van de beslissing tot klassering geschiedt binnen de zestig dagen volgend op deze beslissing. Ze wordt verstuurd naar de houder van de zakelijke rechten en de bezitter van het goed. Desgevallend moet de houder van de zakelijke rechten de bezitter hiervan op de hoogte brengen zodra hij de kennisgeving heeft ontvangen en vice versa.

De klassering wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. Een geklasseerd goed mag, zonder voorafgaande toelating van de minister van Cultuur, niet worden verbouwd noch verplaatst met het risico te worden beschadigd noch worden geïsoleerd van het geheel waarvan het deel uitmaakt, behalve in de gevallen waar deze isolatie noodzakelijk is voor het behoud ervan. De Regering legt de procedure voor de toelating vast, op advies van de Commissie.

Art. 8. De Regering kan, binnen de perken van de begrotingsmiddelen en na advies van de Commissie, volgens de voorwaarden en de procedure die zij bepaalt, toelagen verlenen voor het behoud, het onderhoud of de restauratie van een geklasseerd roerend cultureel goed.

Art. 9. De houder van de zakelijke rechten op een geklasseerd goed moet de Regering verplicht op de hoogte brengen van iedere wijziging aan de rechtstoestand van het goed, van iedere fysieke wijziging hieraan, van iedere wijziging aan de ligging of nog, van de verdwijning ervan.

Art. 10. Elke houder van de zakelijke rechten op een geklasseerd goed moet, alvorens deze rechten te vervreemden, ongeacht dit kosteloos of tegen vergoeding gebeurt :

1° de begunstigde van de vervreemding in kennis stellen van de klassering van het goed en de gevolgen die hieruit voortvloeien;

2° de Regering in kennis stellen van de identiteit en het adres van de begunstigde van de vervreemding.

De klassering is, in ieder geval, opponeerbaar tegen de begunstigde van de vervreemding en iedere bezitter van het goed.

Art. 11. De Regering oefent controle uit op de staat of over de voorwaarden inzake behoud van een geklasseerd goed, en dit volgens de wijzen die zij bepaalt.

Art. 12. De Regering stelt een bewaarlijst op waarop de goederen vermeld staan waarvoor een klasseringsprocedure werd opgestart. Het goed blijft ingeschreven op de bewaarlijst tijdens de hele klasseringsprocedure. Zodra de Regering beslist heeft over de klassering, wordt het goed van de bewaarlijst geschrapt.

Alle gevolgen verbonden aan de klassering, met uitzondering van artikelen 8 en 17 van dit decreet, zijn eveneens van toepassing op de goederen die zijn ingeschreven op de bewaarlijst.

Voorts kan de Regering, op eigen initiatief, ieder roerend cultureel goed in de zin van dit decreet inschrijven op de bewaarlijst tengevolge waarvan de klasseringsprocedure wordt opgestart en betekend overeenkomstig artikel 5 van dit decreet.

Art. 13. De Regering lanceert een procedure voor de deklassering van geklasseerde roerende culturele goederen op grond van criteria en een procedure die zij vastlegt.

HOOFDSTUK III. — *Industriële, wetenschappelijke of commerciële goederen en archieven van openbaar belang*

Art. 14. De Regering kan een recht van voorkoop uitoefenen voor ieder werktuig, apparaat, machine of instrument dat wordt of werd gebruikt voor de uitoefening van een industriële of ambachtelijke activiteit, voor wetenschappelijk of technisch onderzoek wanneer dit goed ouder is dan 30 jaar en, op het ogenblik van de aangifte, bewaard wordt in een industrieel gebouw, in een werkplaats of in een onderzoekslaboratorium, met uitzondering van de goederen van het federaal openbaar of privaat domein of van een ander Gewest of een andere Gemeenschap.

De houder van de zakelijke rechten op een dergelijk goed moet verplicht de Regering op de hoogte brengen van zijn intentie dit te vernietigen of als schroot te verkopen.

In de kennisgeving moet melding worden gemaakt van de beschrijving en exacte ligging van het goed alsook een raming van de waarde ervan.

Het goed mag niet worden gewijzigd, vernietigd of als schroot verkocht vóór het verstrijken van de termijn van voorkoop voorzien in artikel 21.

Art. 15. De Regering kan een recht van voorkoop uitoefenen op de archieven ouder dan 30 jaar die informatie bevatten over commerciële, industriële of ambachtelijke bedrijfsactiviteiten, over sociale, syndicale of politieke organisaties, over culturele organen of bestaande of ontbonden onderwijsinrichtingen, over de creatie en de artistieke activiteit, met uitzondering van de goederen van het federaal openbaar of privaat domein of van een ander Gewest of een andere Gemeenschap.

De houder van de zakelijke rechten moet verplicht de Regering op de hoogte brengen van zijn intentie deze te vernietigen of te verkopen.

De archieven mogen niet worden vernietigd of verkocht vóór het verstrijken van de termijn van voorkoop voorzien in artikel 21.

HOOFDSTUK IV. — *Verzending en uitvoer*

Art. 16. De schatten van de Franse Gemeenschap moeten een uitvoervergunning of verzendingsvergunning hebben, al naargelang deze het grondgebied van de Europese Unie of het nationaal grondgebied verlaten. Deze vergunning is een jaar geldig vanaf de afgifte ervan en wordt uitgereikt door de Regering of een andere overheid die zij aanduidt, na advies van de commissie en volgens de wijzen die de Regering bepaalt.

Art. 17. De geklasseerde roerende culturele goederen kunnen pas een uitvoer- of verzendingsvergunning krijgen nadat deze gemerkt zijn door een door de Regering erkende identificatieprocédé.

Art. 18. Elk geklasseerd roerend cultureel goed dat het voorwerp is van een tijdelijke verzending of uitvoer moet, vóór het vertrek uit en de terugkeer naar de Franse Gemeenschap, worden beschreven door de Diensten van de Franse Gemeenschap.

Art. 19. De uitvoer- of verzendingsvergunning kan door de Regering worden geweigerd, op haar eigen initiatief of op advies van de Commissie, als zou blijken dat de uitvoer of verzending van het desbetreffend goed een ernstig nadeel zou kunnen opleveren voor het cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap.

In dit geval moet de Regering het desbetreffend goed klasseren als de houder van de zakelijke rechten op dit goed hierom vraagt.

Art. 20. Een schat van de Franse Gemeenschap kan niet het voorwerp zijn van een definitieve uitvoer of verzending.

HOOFDSTUK V. — *Voorkoop*

Art. 21. 1. Ingeval een roerend cultureel goed wordt verkocht, kan de Regering ter plaatse een recht van voorkoop uitoefenen. Bij een openbare verkoop wordt dit recht uitgeoefend aan de prijs van het laatste bod.

2. Bij de verkoop van een geklasseerd of op de bewaarlijst ingeschreven roerend cultureel goed kan de houder van de zakelijke rechten op dit goed deze rechten pas verkopen nadat hij de Franse Gemeenschap de kans heeft gegeven haar voorkooprecht uit te oefenen. Hiertoe stelt de verkoper of zijn gemachtigde de Franse Gemeenschap in kennis van de inhoud van de akte die is opgesteld met een opschortende voorwaarde wanneer het voorkooprecht niet wordt uitgeoefend, alsook de identiteit van de koper. Deze kennisgeving staat gelijk met het aanbieden tot de verkoop waarop de Franse Gemeenschap moet reageren, door haar belangstelling te tonen voor het goed binnen een termijn van een maand, waarna ze haar recht op voorkoop niet langer kan uitoefenen.

Als de Franse Gemeenschap haar belangstelling heeft getoond binnen de voormelde termijn en nadien beslist het aanbod te aanvaarden, dient zij haar aanvaarding ter kennis te brengen van de verkoper of diens gemachtigde binnen de zestig dagen na de kennisgeving bedoeld in het eerste lid; in dit geval is de verkoop gesloten tussen de partijen zodra de aanvaarding van de Franse Gemeenschap ter kennis is gebracht van de verkoper.

Als het aanbod niet is aanvaard binnen voormelde termijn, dan kan de houder van de zakelijke rechten niet verkopen aan een derde tegen een lagere prijs of aan betere voorwaarden, zonder de goedkeuring van de Franse Gemeenschapsregering.

De roerende culturele goederen die worden aangeboden aan de Franse Gemeenschap met het oog op de eventuele uitoefening van het recht op voorkoop, waarvoor laatstgenoemde geen belangstelling heeft getoond binnen de wettelijke termijn en die, nadien, uiteindelijk niet verkocht worden door hun eigenaar kunnen, later, aan dezelfde voorwaarden die aanvankelijk gesteld waren, verkocht worden aan een andere koper voor zover deze verkoop slechts plaatsvindt binnen een tijdsspanne van een jaar te rekenen vanaf het aanvankelijk voorstel om het recht op voorkoop uit te oefenen. Eens deze termijn verstreken, en zelfs als de verkoop doorgaat aan de voorwaarden van het origineel aanbod, dan moet de verkoper de Franse Gemeenschap hiervan opnieuw op de hoogte brengen, teneinde haar in staat te stellen haar recht op voorkoop uit te oefenen.

3. In geval van verkoop gesloten zonder rekening te hebben gehouden met het voorkooprecht van de Franse Gemeenschap, kan deze laatste eisen om, hetzij in de rechten te worden gesteld van de koper, hetzij een vergoeding van de verkoper te bekomen ten belope van de helft van de verkoopprijs.

Ingeval in de rechten wordt getreden, betaalt de Franse Gemeenschap de koper de aankoopprijs terug die deze betaald heeft, zonder hem verdere verplichtingen of vergoedingen schuldig te zijn.

De subrogatie en de vergoeding vervallen vanaf het ogenblik dat de Franse Gemeenschap kennis heeft genomen van ofwel de toekenning in geval van een openbare verkoop, ofwel van de kennisgeving van de verkoop aan de Franse Gemeenschap in het geval van een onderhandse verkoop.

4. Het voorkooprecht van de Franse Gemeenschap kan eveneens uitgeoefend worden in naam van en voor rekening van een andere bestuursoverheid die valt onder het toepassingsgebied van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

HOOFDSTUK VI. — *Inventaris*

Art. 22. De Diensten van de Franse Gemeenschap stellen een lijst met beschrijvingen en foto's op van de geklasseerde roerende culturele goederen en van de schatten van de Franse Gemeenschap alsook van alle roerende goederen die overeenstemmen met de Bijlage van Richtlijn 93/7/EEG en met de financiële drempels van diezelfde Bijlage en houden deze lijst up-to-date. Bij diefstal is het mogelijk om via deze inventaris de gerechtelijke instanties documenten te bezorgen aan de hand waarvan het verdwenen goed geïdentificeerd kan worden en, in geval van verzending naar een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap, de teruggave ervan te vragen met toepassing van Richtlijn 93/7/EEG.

Art. 23. De Regering legt de criteria vast waaraan de in artikel 22 bedoelde inventaris moet voldoen.

Art. 24. De eerste inventaris, welke minstens alle geklasseerde goederen bevat, dient opgemaakt te worden uiterlijk op 1 december van het derde jaar dat volgt op de inwerkingtreding van dit decreet.

De volledige inventaris, die alle geklasseerde goederen en alle schatten van de Franse Gemeenschap bevat, moet opgemaakt zijn uiterlijk tegen 1 december van het achtste jaar dat volgt op de inwerkingtreding van dit decreet.

De inventaris wordt regelmatig bijgewerkt en minstens eenmaal om de drie jaar.

Art. 25. De inventaris mag, wat betreft de roerende culturele goederen opgenomen in de inventarissen gepubliceerd door het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium onder de titels Fotorepertorium van het meubilair van de Belgische bedehuizen en Monografieën van het Belgisch Kunstpatrimonium, zich beperken tot een verwijzing naar deze inventarissen. Zij zullen eveneens mogen verwijzen naar de bijwerking hiervan of naar andere inventarissen, voor zover deze hiertoe door de Regering toegelaten werden en de Commissie instaat voor de aanvullende informatie die nodig opdat overeenstemming wordt bereikt met de in artikel 22 bedoelde inventaris.

HOOFDSTUK VII. — *Immaterieel patrimonium*

Art. 26. Na advies van de Commissie kan de minister van Cultuur de titel van levendige culturele schat van de Franse Gemeenschap uitreiken aan natuurlijke personen teneinde de verdwenen of bijna verdwenen vaardigheden en knowhow te beschermen. Deze personen moeten een uitzonderlijke of zeldzame kennis of knowhow bezitten op het vlak van de technieken inzake bewaring en restauratie van het cultureel patrimonium of van de traditionale ambacht.

De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning, intrekking en schorsing van de titel van levendige culturele schat van de Franse Gemeenschap.

Art. 27. Na advies van de Commissie kan de minister van Cultuur toelagen verlenen aan de in artikel 26 bedoelde personen, met als doel hun activiteiten te promoten of hun kennis en knowhow door te geven aan hun opvolgers. Deze toelagen kunnen eveneens dienen voor de uitrusting die onontbeerlijk is voor het uitoefenen van hun activiteiten. In dit geval mogen zij niet meer vertegenwoordigen dan 60 % van de uitgave. Deze Regering bepaalt het bedrag van de toelagen alsook de procedure voor de toekenning ervan.

Art. 28. Na advies van de Commissie kan de minister van Cultuur bij een evenement de titel van meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap verlenen.

De criteria voor de toekenning van de titel van meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap worden bepaald door de Regering.

De lijst van deze criteria omvat minstens :

- 1° het traditioneel karakter van de creatie;
- 2° de uitdrukking door een groep of door individuen;
- 3° de erkenning van het evenement door de gemeenschap als beantwoordend aan de verwachting van deze gemeenschap en als zijnde de uiting van diens culturele en sociale identiteit;
- 4° de mondelinge overdracht van de normen en waarden, via imitatie of op andere wijzen.

De vormen van een meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap omvatten onder meer :

1. de taal,
2. de literatuur,
3. de muziek,
4. de dans,
5. de spelen,
6. de mythologie,

- 7. de rituelen,
- 8. de gewoonten,
- 9. de knowhow van de ambacht, van de architectuur en van andere vaardigheden.

Naast deze voorbeelden worden ook de traditionele communicatie- en informatievormen in aanmerking genomen.

De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning, intrekking en schorsing van de titel van meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap.

Art. 29. Na advies van de Commissie kan de minister van Cultuur toelagen verlenen aan de personen die de het in artikel 28 bedoeld evenement organiseren, met als doel dit gebeuren beter te beschermen. Deze bescherming zal eveneens geschieden door het vastleggen van hun eigentijdse aanblik op materiële dragers (in de vorm van geluid, geschrift of iconografie).

De toelagen kunnen eveneens dienen voor de uitrusting die onontbeerlijk is voor de bescherming. In dit geval mogen zij niet meer vertegenwoordigen dan 60 % van de uitgave.

Deze Regering bepaalt het bedrag van de toelagen alsook de procedure voor de toekenning ervan.

Art. 30. Na advies van de Commissie kan de minister van Cultuur een culturele plaats waar regelmatig een meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap plaatsvindt, de titel geven van ruimte van het mondeling en immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap.

De criteria voor de toekenning van de titel van ruimte van het mondeling en immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap worden vastgelegd door de Franse Gemeenschap.

De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning, intrekking en schorsing van de titel van ruimte van het mondeling en immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap.

Art. 31. Na advies van de Commissie kan de minister van Cultuur toelagen verlenen aan de personen die het in artikel 28 bedoelde gebeuren creëren, met als doel het behoud van de in artikel 30 bedoelde culturele ruimte te promoten en langs daar, onder meer, het behoud van het gebeuren bedoeld in het artikel over het landschap.

De toelagen kunnen dienen voor de uitrusting die onontbeerlijk is voor het behoud. In dit geval mogen zij niet meer vertegenwoordigen dan 60 % van de uitgave.

Deze Regering bepaalt het bedrag van de toelagen alsook de procedure voor de toekenning ervan.

Art. 32. De Commissie kan de Regering voorstellen bij de UNESCO een kandidatuur in te dienen van een buitengewoon uitzonderlijk meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap of van een buitengewoon uitzonderlijke ruimte van het mondeling en immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap teneinde te worden erkend door de UNESCO.

De Commissie is belast met het opmaken van het dossier van de kandidatuur volgens de criteria vastgelegd door de UNESCO.

HOOFDSTUK VIII. — Sancties en slotbepalingen

Art. 33. De roerende culturele goederen die zijn uitgevoerd of verzonden in schending van dit reglement kunnen het voorwerp zijn van een beslag door de Regering.

Wanneer ze oordeelt dat er kans is op herhaling, kan de Regering de bevoegde rechter verzoeken deze strafbare goederen in beslag te nemen.

Art. 34. De Franse Gemeenschapsregering duidt onder haar ambtenaren van haar bestuur beambten aan belast met het toezicht op de uitvoering van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten.

Deze beambten zijn beëdigd en hebben de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie.

Art. 35. Artikel 17 treedt pas in werking op de dag dat een identificatieprocédé door de Regering wordt erkend.

Art. 36. De wet van 7 augustus 1931 op het behoud van de monumenten en landschappen en de wet van 16 mei 1960 betreffende 's Lands roerend cultureel patrimonium, worden opgeheven.

Art. 37. Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 11 juli 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de ONE,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2001-2002 :*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 271-1. — Commissieamendementen, nr. 271-2. — Verslag, nr. 271-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en stemming. Vergadering van 3 juli 2002.